

**LE COLLECTIF DES PARTIS POLITIQUES POUR LA FINALISATION DE LA TRANSITION
L'ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (ADP)
LE CLUB DES REPUBLICAINS (CDR)**

Conakry, le 11 mars 2013

**A Monsieur le Ministre de l'Administration
du Territoire et de la Décentralisation**

Conakry

Objet : Dialogue politique national

Monsieur le Ministre,

Nous accusons bonne réception de vos lettres du 08 et 10 mars dernier par lesquelles vous nous suggérez de soumettre nos propositions de cadre de concertation et d'envisager des discussions relatives aux préalables émis par nos partis politiques réunis au sein de l'ADP, du Collectif et du CDR.

A cet effet, nous vous rappelons qu'à l'occasion de la réunion de concertation tenue sous la présidence de Monsieur le Premier Ministre le jeudi 07 mars 2013⁴ au Palais du peuple, notre porte-parole a présenté les questions que l'opposition souhaiterait voir préalablement réglées avant l'ouverture de tout dialogue franc et structuré. Il a également présenté les revendications qui devraient constituer le menu principal de ce dialogue politique vainement réclamé depuis près deux années par la classe politique

Les revendications résiduelles de l'opposition se ramènent aux questions essentielles suivantes :

- **Le recrutement par une procédure transparente d'un nouvel opérateur technique chargé de la mise à jour du Fichier électoral ;**
- **La confirmation du vote des Guinéens de l'Etranger**

Il est évident que ces questions impliquent davantage, d'une part l'opposition qui en fait des conditions indispensables de transparence et de crédibilité du scrutin et d'autre part, le pouvoir représenté en l'occurrence par le parti RPG-Arc-en-ciel et le Gouvernement qui en est l'émanation.

C'est pourquoi, pour rendre le dialogue plus aisé et permettre ainsi l'examen serein des questions inscrites à l'ordre du jour, nous proposons la mise en place d'un cadre de concertation restreint, composé comme suit :

- **La délégation mixte du Gouvernement et du parti au pouvoir**
- **La délégation de l'opposition**
- **Le facilitateur**

L'effectif de chacune des deux délégations pourrait être compris entre cinq et dix membres.

Notre préférence est en faveur du choix concerté d'un facilitateur proposé par la communauté internationale représentée par une institution internationale comme la CEDEAO, l'Union Africaine, l'ONU ou l'OIF, l'expérience ayant, en effet, prouvé qu'il est particulièrement difficile de mettre en place, dans le contexte de méfiance actuel, une médiation nationale dont la neutralité et la compétence seraient avérées aux yeux des deux parties en conflit.

Nous avons indiqué comme préalable l'arrêt des activités de la CENI et plus généralement le gel du processus électoral en cours jusqu'à la conclusion de ce dialogue. Cette disposition avait été appliquée lors du Dialogue Politique inclusif tenue de décembre 2011 à février 2012. En effet, l'objet essentiel du Dialogue projeté portant sur le processus électoral, il serait cohérent et opportun que les activités liées à la mise en œuvre du « chronogramme A » rejeté par ailleurs par l'opposition soit suspendues parce que susceptibles d'être modifiées par les résultats de la concertation envisagée.

Nous voudrions également rappeler à votre attention les questions préjudicielles suivantes que nous entendons aborder d'entrée de jeu, dès la mise en place effective du cadre de dialogue :

- **La libération sans condition de nos militants et sympathisants détenus suite à l'organisation de notre marche pacifique du 27 février 2013 ;**
- **La prise en charge des soins médicaux des nombreuses victimes de violence admises dans les établissements hospitaliers ;**
- **L'engagement de poursuites judiciaires à l'encontre des responsables des tueries et des violences de militants et sympathisants de l'opposition à l'occasion des manifestations pacifiques ;**
- **L'arrêt du harcèlement judiciaire des leaders politiques de l'opposition.**

Nous espérons vivement que ces conditions vont emporter votre adhésion et faciliter l'ouverture immédiate des discussions attendues par l'ensemble de la communauté nationale et internationale qui souhaite ardemment qu'il soit enfin mis un terme heureux à une transition politique porteuse de germes sérieux de troubles et de conflits.

Vous assurant de notre ferme volonté de participer, de manière constructive, à tout dialogue sincère tendant à la création effective des meilleures conditions de délais et de transparence pour les futures élections, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

**Pour l'ADP, le Collectif des Partis Politiques
Pour la Finalisation de la Transition et le CDR**

Le Porte-parole

CC : Monsieur le Premier Ministre

ABOUBACAR SYLLA